



## Union SNUI - SUD Trésor Solidaires

Paris, le 30 novembre 2009

A Monsieur le Ministre  
Bâtiment Colbert  
139 rue de Bercy  
75572 PARIS CEDEX 12

Monsieur le Ministre,

L'annonce de la répartition locale des suppressions d'emplois qui frappent à nouveau lourdement la DGFIP est fortement contestée par les agents qui se mobilisent dès ce jour à l'occasion de la première convocation du CTPC, mais également lors des prochains CTP locaux.

Cette décision politique arbitraire est la vôtre et celle du gouvernement dont vous faites partie.

L'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires a refusé de siéger normalement au CTPC dont l'ordre du jour visait à examiner les choix de l'administration quant aux méthodes de répartition de la pénurie d'emploi.

Surtout, nous dénonçons l'opacité grandissante qui conduit, en amont de la DGFIP, à fixer le nombre de suppressions d'emplois. Cette année, le taux de non remplacement par rapport aux départs en retraites attendus, variable d'une source à l'autre, apparaît surtout en augmentation sensible et se traduit, notamment, par un dépassement insensé du quota de 50%, quota dont nous contestons déjà le bien fondé.

Après des années de suppressions massives d'emplois à l'ex-DGI et à l'ex-DGCP, cette accélération des pertes d'emploi pour la DGFIP est singulière dans toute la Fonction Publique. Elle se traduit par une nouvelle aggravation des conditions de vie au travail et par un risque de dégradation du service public au moment où la crise économique et sociale appelle au contraire à son renforcement.

L'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires vous demande, Monsieur le Ministre, de marquer un arrêt immédiat dans les suppressions d'emplois pour faire la lumière sur la dangereuse accélération constatée et pour peser utilement dans les débats budgétaires qui vont être tranchés dans les prochains mois. Nous demandons à cet égard qu'une étude sérieuse tente d'évaluer la baisse attendue du nombre de retraitables en 2010-2011-2012, et que soit mené un travail approfondi sur l'impact des suppressions intervenues aux cours des dernières années.

Nous exigeons enfin qu'un examen complet soit engagé dans le cadre du dialogue social sur les missions, les moyens et la reconnaissance des qualifications à la DGFIP.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre parfaite considération.

*Pour l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires,  
Le secrétaire général du SNUI  
Laurent GATHIER*

*La secrétaire générale de SUD Trésor  
Dominique CAPITAINE*